

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 899

[C — 2000/27158]

**24 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 84, § 2, modifié par l'Acte unique européen des 17 et 28 février 1986, approuvé par la loi du 7 août 1986;

Vu la directive 96/67/CE du Conseil du 15 octobre 1996 relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté;

Vu la loi du 27 juin 1937, portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 14 décembre 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 février 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

## Champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux aéroports publics relevant de la Région wallonne ouverts au trafic commercial selon les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> les dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, relatives aux catégories de services autres que celles visées à l'article 6, § 2, s'appliquent à tout aéroport indépendamment de son volume de trafic;

2<sup>o</sup> les dispositions relatives aux catégories de services visées à l'article 6, § 2, s'appliquent aux aéroports dont le trafic annuel est supérieur ou égal à 1 million de mouvements de passagers ou 25 000 tonnes de fret;

3<sup>o</sup> les dispositions relatives aux catégories de services visées à l'article 5 s'appliquent aux aéroports dont le trafic annuel est supérieur ou égal à 2 millions de mouvements de passagers ou 50 000 tonnes de fret.

## Définitions

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, les termes et les expressions énumérés ci-dessous reçoivent les définitions suivantes :

1<sup>o</sup> aéroport : tout terrain spécialement aménagé pour l'atterrissage, le décollage et les manœuvres d'aéronefs, y compris les installations annexes qu'il peut comporter pour les besoins du trafic et le service des aéronefs ainsi que les installations nécessaires pour assister les services aériens commerciaux;

2<sup>o</sup> entité gestionnaire : l'entité qui, conjointement ou non avec d'autres activités, tient de la législation ou de la réglementation régionale, la mission d'administration et de gestion des infrastructures aéroportuaires, de coordination et de contrôle des activités des différents opérateurs présents sur les aéroports considérés.

Lorsque la gestion et l'exploitation d'un aéroport ne sont pas assurées par une seule entité mais par plusieurs entités distinctes, chacune de celles-ci est considérée comme faisant partie de l'entité gestionnaire pour ce qui concerne l'application du présent arrêté.

De même, lorsqu'il n'est établi qu'une seule entité gestionnaire pour plusieurs aéroports, chacun de ces aéroports est considéré isolément pour tout ce qui concerne l'application du présent arrêté.

Si les entités gestionnaires des aéroports sont soumises à la tutelle ou au contrôle du Ministre qui a les aéroports dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, celui-ci est tenu, dans le cadre des obligations légales qui sont les siennes, de veiller à l'application du présent arrêté;

3<sup>o</sup> usager d'un aéroport : toute personne physique ou morale transportant par voie aérienne des passagers, du courrier et/ou du fret, au départ ou à destination d'un aéroport relevant de la Région wallonne;

4<sup>o</sup> assistance en escale : les services rendus sur un aéroport à un usager tels que décrits en annexe;

5<sup>o</sup> auto-assistance en escale : situation dans laquelle un usager se fournit directement à lui-même une ou plusieurs catégories de services d'assistance et ne passe avec un tiers aucun contrat, sous quelque dénomination que ce soit, ayant pour objet la prestation de tels services.

Au sens de la présente définition, ne sont pas considérés comme tiers entre eux des usagers :

— dont l'un détient dans l'autre une participation majoritaire

ou

— dont la participation dans chacun d'eux est majoritairement détenue par une même entité;

6<sup>o</sup> prestataire de services d'assistance en escale : toute personne physique ou morale fournissant à des tiers une ou plusieurs catégories de services d'assistance en escale.

## Séparation des activités

**Art. 3.** L'entité gestionnaire, l'usager ou le prestataire de services qui fournit des services d'assistance en escale doit opérer une stricte séparation comptable selon les pratiques commerciales entre les activités liées à la fourniture de ces services et ses autres activités.

La réalité de cette séparation comptable est contrôlée par un vérificateur indépendant désigné par le Ministre. Les frais afférents à cette mission sont à charge des fournisseurs de services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Ce vérificateur contrôle également l'absence de flux financiers entre l'activité de l'entité gestionnaire en tant qu'autorité aéroportuaire et son activité d'assistance en escale.

## Comité des usagers

**Art. 4.** Il est créé un comité des usagers dans chaque aéroport composé des représentants des usagers ou des organisations représentatives de ces usagers.

Tout usager a le droit de faire partie de ce comité ou, à son choix, d'y être représenté par une organisation qu'il charge de cette mission.

Le Ministre précise la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité.

## Assistance aux tiers

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Tout prestataire de services en escale établi dans l'Union européenne a le libre accès au marché de la prestation de services d'assistance en escale à des tiers, sous réserve des limitations prévues au § 2. Le Ministre a la faculté d'imposer que les prestataires de services d'assistance en escale soient établis dans la Communauté.

§ 2. Le Ministre peut limiter le nombre de prestataires autorisés à fournir les catégories suivantes de services d'assistance en escale :

- assistance « bagages »;
- assistance « opérations en piste »;
- assistance « carburant et huile »;
- assistance « fret et poste » en ce qui concerne tant à l'arrivée qu'au départ ou en transit, le traitement physique du fret et du courrier entre l'aérogare et l'avion.

Il ne peut toutefois limiter ce nombre à moins de deux, pour chaque catégorie de services.

§ 3. L'un au moins de ces prestataires autorisés ne sera contrôlé directement ou indirectement ni par l'entité gestionnaire, ni par un usager ayant transporté plus de 25 % des passagers ou de fret enregistrés dans l'aéroport au cours de l'année précédant celle où s'opère la sélection de ces prestataires, ni par une entité contrôlant ou étant contrôlée directement ou indirectement par cette entité gestionnaire ou par un tel usager.

§ 4. Même en cas de limitation du nombre de prestataires autorisés, l'utilisateur d'un aéroport, quelle que soit la partie de cet aéroport qui lui soit affectée, doit bénéficier, pour chaque catégorie de services d'assistance en escale sujette à limitation, d'un choix effectif entre au moins deux prestataires de services d'assistance en escale, dans les conditions prévues aux §§ 2 et 3 du présent article.

## Auto-assistance

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le libre exercice de l'auto-assistance en escale est garanti.

§ 2. Toutefois, pour les catégories de services d'assistance suivantes :

- assistance « bagages »;
- assistance « opérations en piste »;
- assistance « carburant et huile »;
- assistance « fret et poste » en ce qui concerne tant à l'arrivée qu'au départ ou en transit, le traitement physique du fret et du courrier entre l'aérogare et l'avion,

le Ministre peut réserver l'exercice de l'auto-assistance au moins à deux usagers, à la condition que ceux-ci soient choisis sur la base de critères pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires.

## Infrastructures centralisées

**Art. 7.** Nonobstant l'application des articles 5 et 6, le Ministre peut réserver à l'entité gestionnaire de l'aéroport ou confier à une autre entité la gestion des infrastructures centralisées servant à la fourniture des services d'assistance en escale et dont la complexité, le coût ou l'impact sur l'environnement ne permettent pas la division ou la duplication, tels que les systèmes de tri de bagages, de dégivrage, d'épuration des eaux ou de distribution de carburant. Ils peuvent rendre obligatoire l'usage de ces infrastructures par les prestataires de services et par les usagers pratiquant l'auto-assistance.

La gestion de ces infrastructures sera assurée d'une façon transparente, objective et non discriminatoire et, en particulier, ne fera pas obstacle à leur accès par les prestataires de services et par les usagers pratiquant l'auto-assistance, dans les limites prévues par le présent arrêté.

## Dérégulations

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque, sur un aéroport, des contraintes spécifiques d'espace ou de capacité disponibles, notamment en fonction de l'encombrement et du taux d'utilisation des surfaces entraînent une impossibilité d'ouverture du marché ou d'exercice de l'auto-assistance au degré prévu par le présent arrêté, le Ministre peut décider :

1° de limiter le nombre de prestataires pour une ou plusieurs catégories de services d'assistance en escale autre que celles visées à l'article 5, § 2, dans l'ensemble ou une partie de l'aéroport; dans ce cas, les dispositions de l'article 5, §§ 2 et 3, s'appliquent;

2° de réserver à un seul prestataire une ou plusieurs catégories de services d'assistance visées à l'article 5, § 2;

3° de réserver l'exercice de l'auto-assistance à un nombre limité d'usagers pour les catégories autres que celles visées à l'article 6, § 2, à la condition que ces usagers soient choisis sur la base de critères pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires;

4° d'interdire ou de limiter à un seul usager l'exercice de l'auto-assistance pour les catégories de services d'assistance en escale visées à l'article 6, § 2.

§ 2. Toute décision de dérogation prise en application du § 1<sup>er</sup> doit :

1° préciser la ou les catégories de services pour lesquelles une dérogation est accordée ainsi que les contraintes spécifiques d'espace ou de capacité disponibles qui la justifient;

2° être accompagnée d'un plan de mesures appropriées visant à surmonter ces contraintes.

En outre, la dérogation ne doit pas :

- a) porter indûment préjudice aux objectifs du présent arrêté;
- b) donner lieu à des distorsions de concurrence entre prestataires de services ou usagers pratiquant l'auto-assistance;
- c) être plus étendue que nécessaire;

3° le Ministre, après concertation avec l'entité gestionnaire, notifie à la Commission européenne, au moins trois mois avant son entrée en vigueur, toute dérogation qu'il octroie sur base du § 1<sup>er</sup> ainsi que les motifs qui la justifient.

§ 3. La durée des dérogations consenties par le Ministre en application du § 1<sup>er</sup>, 1°, 3° et 4°, ne peut excéder trois années.

Au plus tard trois mois avant l'expiration de cette période, toute demande de dérogation doit faire l'objet d'une nouvelle décision de l'autorité publique, laquelle sera également soumise à la procédure prévue par le présent article.

La durée des dérogations accordées en application du § 1<sup>er</sup>, 2°, ne peut excéder deux ans. Cependant, sur la base des dispositions du § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut demander à la Commission que cette période soit prolongée une seule fois de deux ans.

#### Sélection des prestataires

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Une procédure de sélection des prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale sur un aéroport est organisée à l'initiative du Ministre lorsque leur nombre est limité dans les cas prévus à l'article 5, § 2, ou à l'article 8.

Le Ministre précise les éléments de procédure relatifs à cette sélection.

Cette procédure doit respecter les principes suivants :

1° dans le cas où le Ministre prévoit l'établissement d'un cahier des charges ou de spécifications techniques auxquels ces prestataires doivent répondre, ce cahier ou ces spécifications sont établis après consultation préalable du comité des usagers. Les critères de sélection prévus par ce cahier des charges ou ces spécifications techniques doivent être pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires;

2° il doit être lancé un appel d'offres, publié au *Journal officiel des Communautés européennes*, auquel tout prestataire intéressé peut répondre;

3° les prestataires sont choisis :

a) après consultation du comité des usagers, par l'entité gestionnaire, si celle-ci :

- ne fournit pas de service similaire d'assistance en escale;
- ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entreprise fournissant de tels services, et
- ne détient aucune participation dans une telle entreprise;

b) après consultation du comité des usagers et des entités gestionnaires, par l'autorité désignée à cet effet par le Ministre et indépendante des entités gestionnaires, dans les autres cas;

4° les prestataires sont sélectionnés pour une durée maximale de sept années;

5° lorsqu'un prestataire cesse son activité avant l'expiration de la période pour laquelle il a été sélectionné, il est procédé à son remplacement suivant la même procédure.

§ 2. Lorsque le nombre de prestataires est limité en application de l'article 5, § 2, ou de l'article 8, l'entité gestionnaire peut fournir elle-même des services d'assistance en escale sans être soumise à la procédure de sélection prévue au § 1<sup>er</sup>. De même, elle peut, sans la soumettre à cette même procédure, autoriser une entreprise prestataire à fournir des services d'assistance en escale sur l'aéroport considéré :

— si elle contrôle cette entreprise directement ou indirectement

ou

— si cette entreprise la contrôle directement ou indirectement.

§ 3. L'entité gestionnaire informe le comité des usagers des décisions prises en application du présent article.

#### Consultations

**Art. 10.** Une procédure de consultation obligatoire relative à l'application des dispositions du présent arrêté est organisée entre l'entité gestionnaire, le comité des usagers et les entreprises prestataires de services, à l'initiative du Ministre. Cette consultation porte notamment sur les prix des services qui ont fait l'objet d'une dérogation octroyée en application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, l'organisation de leur fourniture, ainsi que l'accessibilité des installations. Elle doit être organisée au moins une fois l'an.

Le Ministre précise les éléments de procédure relatifs à cette consultation.

#### Règles de conduite

**Art. 11.** Le Ministre, le cas échéant sur proposition de l'entité gestionnaire, peut :

1° interdire à un prestataire de services ou à un usager de se livrer à sa prestation ou à l'auto-assistance si ce prestataire ou cet usager ne respecte pas les règles qu'elle lui a imposées dans le but de garantir le bon fonctionnement de l'aéroport.

Ces règles doivent respecter les principes suivants :

- a) elles doivent être appliquées de façon non discriminatoire aux différents prestataires et usagers;
- b) elles doivent être en relation avec l'objectif poursuivi;
- c) elles ne peuvent aboutir à réduire de fait l'accès au marché ou l'exercice de l'auto-assistance à un niveau inférieur à celui prévu par le présent arrêté;

2° imposer en particulier aux prestataires qui fournissent des services d'assistance à l'aéroport de participer d'une manière équitable et non discriminatoire à l'exécution des obligations de service public, notamment celle d'assurer la permanence des services.

## Accès aux installations

**Art. 12.** L'accès des installations aéroportuaires aux prestataires de services et aux usagers désirant pratiquer l'auto-assistance est garanti, dans la mesure où cet accès leur est nécessaire pour exercer leur activité. Le Ministre peut imposer des conditions d'accès pertinentes, objectives, transparentes et non discriminatoires.

Les espaces disponibles pour l'assistance en escale dans l'aéroport doivent être répartis entre les différents prestataires de services et les différents usagers pratiquant l'auto-assistance, y compris les nouveaux arrivants, dans la mesure nécessaire à l'exercice de leurs droits et pour permettre une concurrence effective et loyale sur la base de règles et de critères pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires.

## Redevance

**Art. 13.** Dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports relevant de la Région wallonne est inséré un article 5bis rédigé comme suit : » Lorsque l'accès aux installations aéroportuaires tel que réglementé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 entraîne la perception d'une rémunération, celle-ci sera déterminée en fonction de critères pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires. »

## Réciprocité

**Art. 14.** Sans préjudice des engagements internationaux de la Communauté, lorsqu'il apparaît que, en matière d'accès au marché de l'assistance en escale ou de l'auto-assistance, un pays tiers :

1° n'accorde pas de jure ou de facto aux prestataires et aux usagers pratiquant l'auto-assistance un traitement comparable à celui qui est réservé par les Etats membres aux prestataires et usagers de ce pays pratiquant l'auto-assistance;

2° n'accorde pas de facto ou de jure aux prestataires et aux usagers d'un Etat membre pratiquant l'auto-assistance le traitement national;

3° accorde aux prestataires et aux usagers d'autres pays tiers pratiquant l'auto-assistance un traitement plus favorable que celui qu'il réserve aux prestataires et aux usagers d'un Etat membre pratiquant l'auto-assistance,

le Ministre peut refuser, suspendre ou retirer les droits résultants des articles 5 et 6 du présent arrêté à l'égard des prestataires et des usagers de ce pays tiers, et ce, conformément au droit communautaire.

Le Ministre informe la Commission européenne de toute suspension ou de tout retrait des droits ou obligations.

## Rapport d'information

**Art. 15.** Le Ministre communique à la Commission européenne :

1° les données nécessaires à l'établissement d'une liste des aéroports visés par la directive 96/67/CE et ce, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année;

2° les informations nécessaires pour lui permettre d'établir, avant le 31 décembre 2001, un rapport sur l'application de la directive susvisée.

A cet effet, l'entité gestionnaire communique annuellement au Ministre les renseignements nécessaires pour lui permettre de transmettre les informations susvisées à la Commission européenne.

## Entrée en vigueur

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Ministre qui les Aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

—

## Annexe

## Liste des services d'assistance en escale

1. L'assistance administrative au sol et la supervision comprennent :

1.1. le service de représentation et de liaison avec les autorités locales ou toute autre personne, les débours effectués pour le compte de l'utilisateur et la fourniture de locaux à ses représentants;

1.2. le contrôle du chargement, des messages et des télécommunications;

1.3. le traitement, le stockage, la manutention et l'administration des unités de chargement;

1.4. tout autre service de supervision avant ou après le vol et tout autre service administratif demandé par l'utilisateur.

2. L'assistance « passagers » comprend toute forme d'assistance aux passagers au départ, à l'arrivée, en transit ou en correspondance, notamment le contrôle des billets, des documents de voyage, l'enregistrement des bagages et leur transport jusqu'aux systèmes de tri.

3. L'assistance « bagages » comprend le traitement des bagages en salle de tri, leur tri, leur préparation en vue du départ, leur chargement et leur déchargement des systèmes destinés à les amener de l'avion à la salle de tri et inversement, ainsi que le transport des bagages de la salle de tri jusqu'à la salle de distribution.

4. L'assistance « fret et poste » comprend :

4.1. pour le fret, tant à l'exportation qu'à l'importation ou en transit, la manipulation physique du fret, le traitement des documents qui s'y rapportent, les formalités douanières et toute mesure conservatoire convenue entre les parties ou requise par les circonstances;

4.2. pour la poste, tant à l'arrivée qu'au départ, le traitement physique du courrier, le traitement des documents qui s'y rapportent et toute mesure conservatoire convenue entre les parties ou requise par les circonstances.

5. L'assistance « opérations en piste » comprend :
- 5.1. le guidage de l'avion à l'arrivée et au départ (\*);
  - 5.2. l'assistance au stationnement de l'avion et la fourniture de moyens appropriés (\*);
  - 5.3. les communications entre l'avion et le prestataire des services côtés piste (\*);
  - 5.4. le chargement et le déchargement de l'avion y compris la fourniture et la mise en œuvre des moyens nécessaires, le transport de l'équipage et des passagers entre l'avion et l'aérogare; ainsi que le transport des bagages entre l'avion et l'aérogare;
  - 5.5. l'assistance au démarrage de l'avion et la fourniture des moyens appropriés;
  - 5.6. le déplacement de l'avion tant au départ qu'à l'arrivée, la fourniture et la mise en œuvre des moyens nécessaires;
  - 5.7. le transport, le chargement dans l'avion et le déchargement de l'avion de la nourriture et des boissons.
6. L'assistance « nettoyage et service de l'avion » comprend :
- 6.1. le nettoyage extérieur et intérieur de l'avion, le service des toilettes, le service de l'eau;
  - 6.2. la climatisation et le chauffage de la cabine, l'enlèvement de la neige et de la glace de l'avion, le dégivrage de l'avion;
  - 6.3. l'aménagement de la cabine au moyen d'équipements de cabine, le stockage de ces équipements.
7. L'assistance « carburant et huile » comprend :
- 7.1. l'organisation et l'exécution du plein et de la reprise du carburant, y compris son stockage, le contrôle de la qualité et de la quantité des livraisons;
  - 7.2. le plein d'huile et d'autres ingrédients liquides.
8. L'assistance d'entretien en ligne comprend :
- 8.1. les opérations régulières effectuées avant le vol;
  - 8.2. les opérations particulières requises par l'utilisateur;
  - 8.3. la fourniture et la gestion du matériel nécessaire à l'entretien et des pièces de rechanges;
  - 8.4. la demande ou réservation d'un point de stationnement et/ou d'un hangar pour effectuer l'entretien.
9. L'assistance « opération aérienne et administration des équipages » comprend :
- 9.1. la préparation du vol à l'aéroport de départ ou dans tout autre lieu;
  - 9.2. l'assistance en vol, y compris le cas échéant, le changement d'itinéraire en vol;
  - 9.3. les services postérieurs au vol;
  - 9.4. l'administration des équipages.
10. L'assistance « transport au sol » comprend :
- 10.1. l'organisation et l'exécution du transport des passagers, de l'équipage, des bagages, du fret et du courrier entre différentes aérogares du même aéroport, mais à l'exclusion de tout transport entre l'avion et tout autre point dans le périmètre du même aéroport;
  - 10.2. tous les transports spéciaux demandés par l'utilisateur.
11. L'assistance « service commissariat » (catering) comprend :
- 11.1. la liaison avec les fournisseurs et la gestion administrative;
  - 11.2. le stockage de la nourriture, des boissons et des accessoires nécessaires à leur préparation;
  - 11.3. le nettoyage des accessoires;
  - 11.4. la préparation et la livraison du matériel et des denrées.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne.
- Namur, le 24 mars 2000.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

—  
Note

(\*) Pour autant que ces services ne soient pas assurés par le service de circulation aérienne.

—

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 899

[C — 2000/27158]

**24. MÄRZ 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste  
auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des in Rom am 25. März 1957 unterschriebenen und durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957 gebilligten Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere des Artikels 84, § 2, abgeändert durch die Einheitliche Europäische Akte vom 17. und vom 28. Februar 1986, gebilligt durch das Gesetz vom 7. August 1986;

Aufgrund der Richtlinie 96/67/EG des Rates vom 15. Oktober 1996 über den Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den Flughäfen der Gemeinschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über die Regelung der Luftfahrt, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1999 über den Antrag auf ein durch den Staatsrat innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 2. Februar 2000 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### Geltungsbereich

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass gilt für die öffentlichen Flughäfen, die der Wallonischen Region unterliegen und dem gewerblichen Luftverkehr offenstehen nach folgenden Modalitäten:

1° Die Bestimmungen für die in Artikel 6, § 1 genannten Dienste mit Ausnahme der Dienste nach Artikel 6, § 2 gelten für jeden Flughafen unabhängig vom Verkehrsaufkommen;

2° Die Bestimmungen für die in Artikel 6, § 2 genannten Dienste gelten für Flughäfen, die jährlich mindestens eine Million Fluggäste oder 25 000 Tonnen Fracht zu verzeichnen haben;

3° Die Bestimmungen für die in Artikel 5 genannten Dienste gelten für Flughäfen, die jährlich mindestens zwei Millionen Fluggäste oder 50 000 Tonnen Fracht zu verzeichnen haben.

#### Begriffsbestimmungen

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten für die weiter unten genannten Begriffe und Ausdrücke die folgenden Definitionen:

1° Flughafen: jedes speziell für das Landen, Starten und Manövrieren von Luftfahrzeugen ausgebaute Gelände, einschließlich der für den Luftverkehr und die Abfertigung der Luftfahrzeuge erforderlichen zugehörigen Einrichtungen, wozu auch die Einrichtungen für die Abfertigung gewerblicher Flugdienste gehören;

2° Leitungsorgan: die Stelle, die nach der Gesetzgebung oder nach den regionalen Vorschriften – gegebenenfalls neben anderen Tätigkeiten - die Aufgabe hat, die Flughafeneinrichtungen zu verwalten und zu betreiben, und der die Koordinierung und Überwachung der Tätigkeiten der verschiedenen Akteure auf den betreffenden Flughäfen obliegt.

Liegt die Verantwortung für die Verwaltung und für den Betrieb eines Flughafens nicht bei einer einzigen Stelle, sondern bei mehreren gesonderten Stellen, so werden im Sinne des vorliegenden Erlasses alle diese Stellen als Teil des Leitungsorgans betrachtet.

Besteht für mehrere Flughäfen nur ein gemeinsames Leitungsorgan, so wird entsprechend jeder dieser Flughäfen im Sinne des vorliegenden Erlasses gesondert betrachtet.

Sind die Leitungsorgane der Flughäfen der Aufsicht oder Kontrolle des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, weiter unten den Minister genannt, unterstellt, so ist dieser im Rahmen seiner rechtlichen Verpflichtungen gehalten, für die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu sorgen;

3° Flughafennutzer: jede natürliche oder juristische Person, die Fluggäste, Post und/oder Fracht auf dem Luftwege von oder zu einem der Wallonischen Region unterliegenden Flughafen befördert;

4° Bodenabfertigungsdienste: die einem Nutzer auf einem Flughafen erbrachten Dienste, wie sie im Anhang beschrieben sind;

5° Selbstabfertigung: den Umstand, dass sich ein Nutzer selbst einen oder mehrere Abfertigungsdienste erbringt, ohne hierfür mit einem Dritten einen wie auch immer gearteten Vertrag über die Erbringung solcher Dienste zu schließen. Im Sinne dieser Definition gelten nicht als Dritte in ihrem Verhältnis zueinander Nutzer,

— von denen einer an dem anderen eine Mehrheitsbeteiligung hält;

— bei denen eine und dieselbe Körperschaft an jedem von ihnen eine Mehrheitsbeteiligung hält.

6° Dienstleister: jede natürliche oder juristische Person, die einen oder mehrere Bodenabfertigungsdienste für Dritte erbringt.

#### Trennung der Tätigkeitsbereiche

**Art. 3** - Bietet ein Leitungsorgan eines Flughafens, ein Nutzer oder ein Dienstleister selber Bodenabfertigungsdienste an, so muss es/er zwischen den damit verbundenen und seinen übrigen Tätigkeiten eine strenge buchmäßige Trennung entsprechend den geltenden Handelsgepflogenheiten vornehmen.

Ob diese buchmäßige Trennung tatsächlich vollzogen ist, ist von einer vom Minister benannten, unabhängigen Stelle zu überprüfen. Die mit dieser Aufgabe verbundenen Kosten gehen zu Lasten der in Absatz 1 erwähnten Dienstleister. Diese Stelle prüft auch, ob keine Finanzflüsse zwischen den Tätigkeiten, die das Leitungsorgan in seiner Eigenschaft als Flughafenleitung ausübt, und seinen Tätigkeiten als Erbringer von Bodenabfertigungsdiensten stattfinden.

#### Nutzerausschuss

**Art. 4** - Auf jedem Flughafen wird ein Nutzerausschuss, der aus Vertretern der Nutzer oder aus diese Nutzer vertretenden Organisationen besteht, gebildet.

Jeder Nutzer kann entscheiden, ob er in dem Ausschuss sitzen oder sich durch eine von ihm betraute Organisation vertreten lassen möchte.

Der Minister bestimmt die Zusammensetzung, die Gestaltung und die Arbeitsweise des Ausschusses.

#### Drittabfertigung

**Art. 5** - § 1 - Jeder in der Europäischen Union niedergelassene Erbringer von Bodenabfertigungsdiensten hat den freien Zugang zum Markt der Drittabfertigungsdienste, dies unter Vorbehalt der in § 2 vorgesehenen Begrenzungen. Der Minister kann verlangen, dass die Bodenabfertigungsdienstleister in der Gemeinschaft niedergelassen sind.

§ 2 - Der Minister kann die Zahl der Dienstleister begrenzen, die zur Erbringung folgender Bodenabfertigungsdienste befugt sind:

- Gepäckabfertigung
- Vorfelddienste;
- Betankungsdienste;
- Fracht- und Postabfertigung, soweit dies die konkrete Beförderung von Fracht und Post zwischen Flughafen und Flugzeug bei der Ankunft, beim Abflug oder beim Transit betrifft.

Er darf die Zahl dieser Dienstleister indessen nicht auf weniger als zwei je Bodenabfertigungsdienst begrenzen.

§ 3 - Wenigstens einer dieser zugelassenen Dienstleister wird weder durch das Leitungsorgan, noch durch einen Nutzer, der im Jahr vor der Auswahl der Dienstleister mehr als 25% der auf dem Flughafen registrierten Fluggäste oder Fracht befördert hat, noch durch eine Stelle, die dieses Leitungsorgan oder einen solchen Nutzer unmittelbar oder mittelbar kontrolliert oder ihrerseits von einem der beiden kontrolliert wird, unmittelbar oder mittelbar kontrolliert werden.

§ 4 - Auch wenn die Zahl der zugelassenen Dienstleister begrenzt wird, muss ein Flughafennutzer ungeachtet des ihm zugewiesenen Flughafenbereichs die Möglichkeit haben, bei jeder Bodenabfertigungsdienstleistung gemäß den Absätzen 2 und 3 des vorliegenden Artikels wählen zu können.

#### Selbstabfertigung

**Art. 6 - § 1** - Die freie Ausübung der Selbstabfertigung ist gewährleistet.

§ 2 - Bei folgenden Bodenabfertigungsdiensten kann der Minister die Selbstabfertigung jedoch mindestens zwei Nutzern vorbehalten, sofern diese nach sachgerechten, objektiven, transparenten und nichtdiskriminierenden Kriterien ausgewählt werden:

- Gepäckabfertigung;
- Vorfelddienste;
- Betankungsdienste;
- Fracht- und Postabfertigung, wenn dies die konkrete Beförderung von Fracht und Post zwischen Flughafen und Flugzeug bei der Ankunft, beim Abflug oder beim Transit betrifft.

#### Zentrale Infrastruktureinrichtungen

**Art. 7** - Unbeschadet der Anwendung der Artikel 5 und 6 kann der Minister die Verwaltung und den Betrieb der zentralen Infrastruktureinrichtungen zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten, die aufgrund ihrer Komplexität bzw. aus Kosten- oder Umweltschutzgründen nicht geteilt oder in zweifacher Ausführung geschaffen werden können, beispielsweise die Gepäcksortier-, Enteisungs-, Abwasserreinigungs- und Treibstoffverteilungsanlagen, dem Leitungsorgan des Flughafens vorbehalten oder einer anderen Stelle übertragen. Er kann vorschreiben, dass die Dienstleister und die Selbstabfertiger diese Infrastruktureinrichtungen nutzen.

Die Verwaltung dieser Infrastruktureinrichtungen wird auf eine transparente, objektive und nichtdiskriminierende Art vorgenommen werden und insbesondere den gemäß den in dem vorliegenden Erlass erwähnten Grenzen vorgesehenen Zugang der Dienstleister und Selbstabfertiger nicht behindern.

#### Ausnahmen

**Art. 8 - § 1** - Wenn auf einem Flughafen besondere Platz- oder Kapazitätsgründe, insbesondere in Zusammenhang mit der Verkehrsdichte und dem Grad der Nutzung der Flächen, eine Marktöffnung oder die Selbstabfertigung nicht in dem im vorliegenden Erlass

vorgesehenen Ausmaß zulassen, so kann der Minister beschließen,

1° die Zahl der Dienstleister für eine oder mehrere Kategorien von Bodenabfertigungsdiensten auf dem gesamten Flughafen oder in einem Teil davon zu begrenzen, sofern es sich nicht um die in Artikel 5, § 2 aufgeführten Dienste handelt; in diesem Fall gelten die Bestimmungen des Artikels 5, §§ 2 und 3;

2° einen oder mehrere der in Artikel 5, § 2 aufgeführten Dienste einem einzigen Dienstleister vorzubehalten;

3° die Selbstabfertigung einer begrenzten Anzahl von Nutzern vorzubehalten, sofern es sich nicht um die in Artikel 6, § 2 aufgeführten Dienste handelt und sofern diese Nutzer nach sachgerechten, objektiven, transparenten und nichtdiskriminierenden Kriterien ausgewählt werden;

4° die Selbstabfertigung bei den in Artikel 6, § 2 aufgeführten Diensten zu untersagen oder auf einen einzigen Nutzer zu beschränken.

§ 2 - Jede gemäß § 1 getroffene Freistellungsentscheidung muss:

1° den oder die Dienste, für die eine Freistellung gewährt wird, und die für diese Entscheidung maßgeblichen technischen Schwierigkeiten nennen;

2° einen Plan mit geeigneten Maßnahmen beinhalten, mit denen diesen Schwierigkeiten abgeholfen werden soll;

Außerdem darf die Freistellung nicht:

- a) in unangemessener Weise die Ziele des vorliegenden Erlasses beeinträchtigen;
- b) zu Wettbewerbsverzerrungen zwischen Dienstleistern oder Selbstabfertigern führen;
- c) über das erforderliche Maß hinausgehen;

3° Nach Beratung mit dem Leitungsorgan meldet der Minister der Europäischen Kommission spätestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten jegliche Freistellung, die er auf der Grundlage von Absatz 1 gewährt, sowie die Gründe, die sie rechtfertigen.

§ 3 – Die Geltungsdauer der von dem Minister in Anwendung von § 1, 1°, 2°, 3° und 4° gewährten Freistellungen darf drei Jahre nicht überschreiten.

Spätestens drei Monate vor Ablauf dieses Zeitraums muss die öffentliche Behörde erneut eine Entscheidung über den Freistellungsantrag treffen, die dann wiederum dem im vorliegenden Artikel beschriebenen Verfahren unterliegt.

Die Geltungsdauer von Freistellungen gemäß § 1, 2° ist auf zwei Jahre zu befristen. Jedoch kann der Minister auf der Grundlage der Bestimmungen von § 1 die Kommission darum bitten, dass dieser Zeitraum einmalig um zwei Jahre verlängert wird.

#### Auswahl der Dienstleister

**Art. 9** - § 1 – Ein Verfahren zur Auswahl der Dienstleister, die zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten auf einem Flughafen befugt sind, wird auf Veranlassung des Ministers organisiert, falls die Zahl der Dienstleister gemäß Artikel 5, § 2 oder Artikel 8 begrenzt wird.

Der Minister bestimmt die Einzelheiten des Verfahrens bezüglich dieser Auswahl.

Dieses Verfahren ist nach den folgenden Grundsätzen durchzuführen:

1° Falls der Minister die Erstellung eines Pflichtenheftes oder technischer Spezifikationen vorsieht, denen die Dienstleister gerecht werden müssen, werden diese Anforderungen nach Anhörung des Nutzerausschusses festgelegt. Die im Pflichtenheft bzw. in den technischen Spezifikationen vorgesehenen Auswahlkriterien müssen sachgerecht, objektiv, transparent und nichtdiskriminierend sein;

2° Im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaft* ist eine Ausschreibung zu veröffentlichen, die es jedem Interessenten gestattet, sich zu bewerben;

3° Die Auswahl der Dienstleister erfolgt:

a) nach Anhörung des Nutzerausschusses durch das Leitungsorgan des Flughafens, wenn dieses:

- selbst keine gleichartigen Bodenabfertigungsdienste erbringt;
- kein Unternehmen, das derartige Dienste erbringt, direkt oder indirekt kontrolliert

und

— in keiner Weise an einem solchen Unternehmen beteiligt ist;

b) nach Anhörung des Nutzerausschusses und der Leitungsorgane durch die durch den Minister bezeichnete und von den Leitungsorganen unabhängige Behörde in den anderen Fällen;

4° Die Dienstleister werden für die Dauer von höchstens sieben Jahren ausgewählt.

5° Stellt ein Dienstleister seine Tätigkeit vor Ablauf des Zeitraums ein, für den er ausgewählt wurde, so wird er nach dem gleichen Verfahren durch einen anderen Dienstleister ersetzt.

§ 2 – Wird die Anzahl der Dienstleister gemäß Artikel 5, § 2 oder Artikel 8 begrenzt, so kann das Leitungsorgan selbst Bodenabfertigungsdienste erbringen, ohne sich dem Auswahlverfahren nach § 1 unterziehen zu müssen. Es kann ferner ohne dieses Verfahren einem Dienstleistungsunternehmen gestatten, Bodenabfertigungsdienste auf dem betreffenden Flughafen zu erbringen, wenn es:

— dieses Unternehmen direkt oder indirekt kontrolliert

oder

— von diesem Unternehmen direkt oder indirekt kontrolliert wird.

§ 3 – Das Leitungsorgan unterrichtet den Nutzerausschuss über die im Rahmen dieses Artikels getroffenen Entscheidungen.

#### Konsultationen

**Art. 10** - Auf Initiative des Ministers wird ein obligatorisches Verfahren für Konsultationen zwischen dem Leitungsorgan, dem Nutzerausschuss und den Dienstleistungsunternehmen über die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses eingerichtet. Diese Konsultationen betreffen vor allem die Preise der Dienste, für die gemäß Artikel 8, § 1, 2° eine Freistellung gewährt worden ist, die Organisation ihrer Erbringung sowie die Zugänglichkeit der Einrichtungen. Sie sind mindestens einmal im Jahr abzuhalten.

#### Verhaltensregeln

**Art. 11** - Auf Vorschlag des Leitungsorgans kann der Minister gegebenenfalls:

1° einem Dienstleister oder einem Nutzer die Leistungserbringung oder die Selbstabfertigung untersagen, wenn der Dienstleister bzw. Nutzer die Regeln nicht einhält, die ihm zur Gewährleistung des einwandfreien Funktionierens des Flughafens auferlegt wurden.

Diese Regeln müssen folgenden Grundsätzen entsprechen:

a) Sie sind in nichtdiskriminierender Weise auf die verschiedenen Dienstleister und Nutzer anzuwenden;

b) Sie müssen mit dem angestrebten Ziel im Zusammenhang stehen;

c) Sie dürfen den Marktzugang oder die Ausübung der Selbstabfertigung de facto nicht weiter als in dem vorliegenden Erlass vorgesehen einschränken;

2° insbesondere den Erbringern von Bodenabfertigungsdiensten auf dem Flughafen vorschreiben, sich in gerechter und nichtdiskriminierender Weise an der Erfüllung der öffentlichen Leistungsverpflichtungen, insbesondere der Betriebspflicht, zu beteiligen.

#### Zugang zu den Flughafeneinrichtungen

**Art. 12** - Der Zugang zu den Flughafeneinrichtungen wird für die Dienstleister und Nutzer, die sich selbst abfertigen wollen, gewährleistet, soweit dieser Zugang für die Ausübung ihrer Tätigkeiten erforderlich ist. Der Minister kann sachgerechte, objektive, transparente und nichtdiskriminierende Zugangsbedingungen vorschreiben.

Die für Bodenabfertigungsdienste verfügbaren Flächen des Flughafens sind unter den verschiedenen Dienstleistern und unter den verschiedenen Selbstabfertigern – einschließlich der Neubewerber –, nach sachgerechten, objektiven, transparenten und nichtdiskriminierenden Regeln und Kriterien aufzuteilen, soweit dies für die Wahrung ihrer Rechte und zur Gewährleistung eines wirksamen und lauterer Wettbewerbs erforderlich ist.

## Gebühren

**Art. 13** - In Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind, wird ein Artikel 5bis eingefügt, dessen Wortlaut der Folgende ist: «Wenn der Zugang zu den Flughafeneinrichtungen, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 geregelt, eine Gebührenerhebung nach sich zieht, wird diese Gebühr auf der Grundlage von sachgerechten, objektiven, transparenten und nichtdiskriminierenden Kriterien festgesetzt».

## Gegenseitigkeit

**Art. 14** - Wird festgestellt, dass ein Drittland im Zusammenhang mit dem Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste oder der Selbstabfertigung:

1° Dienstleistern und Selbstabfertigern von Rechts wegen oder tatsächlich keine Behandlung gewährt, die mit der von den Mitgliedstaaten den Dienstleistern und Selbstabfertigern des betreffenden Landes gewährten Behandlung vergleichbar ist;

2° Dienstleistern und Selbstabfertigern eines Mitgliedstaats von Rechts wegen oder tatsächlich keine Inländerbehandlung gewährt;

3° Dienstleistern und Selbstabfertigern aus anderen Drittländern eine günstigere Behandlung als Dienstleistern und Selbstabfertigern eines Mitgliedstaats gewährt,

so kann der Minister, unbeschadet der internationalen Verpflichtungen der Gemeinschaft, die Rechte, die sich aus den Artikeln 5 und 6 des vorliegenden Erlasses gegenüber den Dienstleistern und Nutzern dieses Drittlandes ergeben, verweigern, aussetzen oder entziehen, dies im Einklang mit dem Gemeinschaftsrecht.

Der Minister unterrichtet die Europäische Kommission über die Aussetzung bzw. den Entzug der Rechte bzw. Pflichten.

## Berichterstattung

**Art. 15** - Der Minister übermittelt der Europäischen Kommission:

1° alle Angaben, die zur Erstellung einer Liste der in der Richtlinie 96/67/EG erwähnten Flughäfen benötigt werden, dies vor dem 1. Juli eines jeden Jahres;

2° die Informationen, die sie zur Erstellung eines Berichts über die Anwendung der oben erwähnten Richtlinie vor dem 31. Dezember 2001 benötigt.

Zu diesem Zweck übermittelt das Leitungsorgan dem Minister jährlich die nötigen Auskünfte, damit er in der Lage ist, der Europäischen Kommission die oben erwähnten Informationen zu übermitteln.

## Inkrafttreten

**Art. 16.** Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 17** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. März 2000

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

## Anhang

## Verzeichnis der Bodenabfertigungsdienste

1. Die administrative Abfertigung am Boden und die Überwachung umfassen:

1.1 die Vertretung bei und die Verbindung zu den örtlichen Behörden und sonstigen Stellen, die im Auftrag des Nutzers getätigten Auslagen und die Bereitstellung von Räumlichkeiten für seine Vertreter;

1.2 die Kontrolle der Verladung, der Nachrichten und der Telekommunikation;

1.3 die Behandlung, Lagerung, Abfertigung und Verwaltung der Ladungen;

1.4 alle sonstigen Überwachungsdienste vor und nach dem Flug sowie alle sonstigen vom Nutzer geforderten administrativen Dienste.

2. Die „Fluggastabfertigung“ umfasst die gesamte Fluggastbetreuung beim Abflug, bei der Ankunft, während des Transits oder bei Anschlussflügen, insbesondere die Kontrolle der Flugscheine und der Reiseunterlagen sowie die Registrierung des Gepäcks und dessen Beförderung bis zu den Sortieranlagen.

3. Die «Gepäckabfertigung» umfasst die Behandlung des Gepäcks im Sortierraum, die Sortierung des Gepäcks, seine Vorbereitung für den Abflug, das Be- und Entladen der Fahrzeuge oder Anlagen, mit denen das Gepäck zwischen Flugzeug und Sortierraum befördert wird, sowie die Gepäckbeförderung zwischen Sortierraum und Ausgaberaum.

4. Die «Fracht- und Postabfertigung» umfasst:

4.1 in Bezug auf die Fracht: bei Ein- und Ausfuhr sowie während des Transits die

Behandlung der Fracht, die Bearbeitung der entsprechenden Unterlagen, die Zollformalitäten und alle zwischen den Parteien vereinbarten oder umständehalber erforderlichen Sicherheitsmaßnahmen;

4.2 in Bezug auf die Post: beim Eingang und Ausgang die Behandlung der Post, die Bearbeitung der entsprechenden Unterlagen und alle zwischen den Parteien

vereinbarten oder umständehalber erforderlichen Sicherheitsmaßnahmen.

5. Die «Vorfelddienste» umfassen:
- 5.1 das Lotsen des Flugzeugs bei der Ankunft und beim Abflug (\*);
  - 5.2 die Unterstützung beim Parken des Flugzeugs und die Bereitstellung der entsprechenden Mittel (\*);
  - 5.3 die Kommunikation zwischen dem Flugzeug und dem Dienstleister, der die vorfeldseitigen Dienste erbringt (\*);
  - 5.4 das Be- und Entladen des Flugzeugs, einschließlich Bereitstellung und Einsatz der erforderlichen Mittel, sowie Beförderung der Besatzung und der Fluggäste zwischen Flugzeug und Abfertigungsgebäude sowie Beförderung des Gepäcks zwischen Flugzeug und Abfertigungsgebäude;
  - 5.5 die Unterstützung beim Anlassen der Triebwerke und die Bereitstellung der entsprechenden Mittel;
  - 5.6 das Bewegen des Flugzeugs beim Abflug und bei der Ankunft, die Bereitstellung und den Einsatz der erforderlichen Mittel;
  - 5.7 die Beförderung, das Ein- und Ausladen der Nahrungsmittel und Getränke in das bzw. aus dem Flugzeug.
6. Die «Reinigungsdienste und der Flugservice» umfassen:
- 6.1 die Innen- und Außenreinigung des Flugzeugs, den Toiletten- und Wasserservice;
  - 6.2 die Kühlung und Beheizung der Kabine, die Beseitigung von Schnee und Eis vom Flugzeug, das Enteisen des Flugzeugs;
  - 6.3 die Ausstattung der Kabine mit entsprechender Bordausrüstung und deren Lagerung.
7. Die Betankungsdienste umfassen:
- 7.1 die Organisation und Durchführung des Be- und Enttankens einschließlich Lagerung, Qualitäts- und Quantitätskontrolle der Lieferungen;
  - 7.2 das Nachfüllen von Öl und anderen Flüssigkeiten.
8. Die Stationswartungsdienste umfassen:
- 8.1 die routinemäßigen Abläufe vor dem Flug;
  - 8.2 spezielle, vom Nutzer geforderte Tätigkeiten;
  - 8.3 das Vorhalten und die Verwaltung des Wartungsmaterials und der Ersatzteile;
  - 8.4 das Vorhalten einer Abstellposition und/oder einer Halle zur Durchführung der Wartung.
9. Die «Flugbetriebs- und Besatzungsdienste» umfassen:
- 9.1 die Vorbereitung des Flugs am Abflughafen oder anderenorts;
  - 9.2 die Hilfe während des Flugs, unter anderem bei einer während des Flugs gegebenenfalls erforderlichen Änderung des Flugablaufs;
  - 9.3 die Dienste nach dem Flug;
  - 9.4 allgemeine Hilfedienste für die Besatzung.
10. Die «Transportdienste am Boden» umfassen:
- 10.1 die Organisation und Abwicklung der Beförderung von Fluggästen, Besatzung, Gepäck, Fracht und Post zwischen verschiedenen Abfertigungsgebäuden eines Flughafens, nicht jedoch Beförderung zwischen dem Flugzeug und einem anderen Ort auf dem Gelände des gleichen Flughafens;
  - 10.2 alle speziellen, vom Nutzer verlangten Beförderungsdienste.
11. Die „Bordverpflegungsdienste «(Catering) umfassen:
- 11.1 die Verbindung mit den Lieferanten und der Verwaltung;
  - 11.2 die Lagerung der Nahrungsmittel, der Getränke und des für die Zubereitung erforderlichen Zubehörs;
  - 11.3 die Reinigung des Zubehörs;
  - 11.4 die Vorbereitung und Lieferung der Nahrungsmittel und Getränke sowie des entsprechenden Zubehörs.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen beigelegt zu werden.
- Namur, den 24. März 2000

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

—  
Note

(\*) Soweit diese Dienste nicht durch die Flugverkehrsdienststelle gewährleistet werden.

VERTALING  
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 899

[C — 2000/27158]

**24 MAART 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt  
 op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 84, § 2, gewijzigd bij de Europese Akte van 17 en 28 februari 1986, goedgekeurd bij de wet van 7 augustus 1986;

Gelet op de Richtlijn 96/67/EG van de Raad van 15 oktober 1996 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens van de Gemeenschap;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 14 december 1999 over de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 februari 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de Luchthavens behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de onder het Waalse Gewest ressorterende openbare luchthavens die voor commercieel verkeer zijn opgesteld overeenkomstig de volgende voorschriften :

1° de bepalingen van artikel 6, § 1, met betrekking tot de categorieën afhandelingsdiensten die niet onder artikel 6, § 2, vallen, zijn van toepassing op iedere luchthaven, ongeacht de verkeersomvang;

2° de bepalingen met betrekking tot de in artikel 6, § 2, bedoelde categorieën afhandelingsdiensten zijn van toepassing op luchthavens met een jaarlijkse verkeersomvang van ten minste 1 miljoen passagiersbewegingen of 25 000 ton vracht;

3° de bepalingen met betrekking tot de in artikel 5 bedoelde categorieën afhandelingsdiensten zijn van toepassing op luchthavens met een jaarlijkse verkeersomvang van ten minste 2 miljoen passagiersbewegingen of 50 000 ton vracht.

Definities

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° luchthaven : elk terrein dat speciaal is ingericht om luchtvaartuigen de mogelijkheid te bieden om te landen, op te stijgen of manoeuvres uit te voeren, met inbegrip van de eventueel bijbehorende installaties ten behoeve van het verkeer van en de dienstverlening aan luchtvaartuigen en de nodige installaties ten behoeve van de commerciële luchtdiensten;

2° luchthavenbeheerder : de instantie die al dan niet in combinatie met andere activiteiten, aan de gewestelijke wet- of regelgeving de taak ontleent om de luchthaveninfrastructuur te beheren en de activiteiten van de verschillende op de desbetreffende luchthavens aanwezige ondernemingen te coördineren en te controleren.

Wanneer het beheer en de exploitatie van een luchthaven niet bij één beheerder maar bij verschillende afzonderlijke beheerders berusten, wordt elk van dezen voor de toepassing van dit besluit geacht deel uit te maken van de luchthavenbeheerder.

Wanneer er voor verscheidene luchthavens slechts één enkele luchthavenbeheerder bestaat, wordt elk van deze luchthavens voor de toepassing van dit besluit afzonderlijk in aanmerking genomen.

Indien de luchthavenbeheerders onder toezicht of zeggenschap staan van de Minister tot wiens bevoegdheden de luchthavens behoren, hierna de Minister genoemd, dient deze instantie, in het kader van de wettelijke verplichtingen die op haar rusten, toe te zien op de toepassing van dit besluit;

3° gebruiker van een luchthaven : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die vanaf of naar een onder het Waalse Gewest ressorterende luchthaven door de lucht passagiers, post en/of vracht vervoert;

4° grondafhandeling : de diensten die op een luchthaven aan een gebruiker worden verleend, zoals omschreven in de bijlage;

5° zelfafhandeling : situatie waarin een gebruiker zichzelf rechtstreeks één of meer categorieën afhandelingsdiensten verleent en met derden geen enkel contract, hoe ook genaamd, dat de verlening van dergelijke diensten tot doel heeft, afsluit. Voor de toepassing van deze definitie worden gebruikers onderling niet als derden aangemerkt :

— als de één een meerderheidsbelang in de ander heeft,

of

— als een zelfde entiteit in elk van beide een meerderheidsbelang heeft;

6° verlener van grondafhandelingsdiensten : iedere natuurlijke of rechtspersoon die aan derden één of meer categorieën grondafhandelingsdiensten verleent.

Scheiding van de activiteiten

**Art. 3.** De luchthavenbeheerder, de gebruiker of de dienstverlener die grondafhandelingsdiensten verleent, dient een overeenkomstig de heersende handelspraktijk strikte boekhoudkundige scheiding aan te brengen tussen de aan de levering van deze diensten verbonden activiteiten en zijn overige activiteiten.

Op de naleving van deze boekhoudkundige scheiding zal worden toegezien door een onafhankelijke controleur die wordt aangesteld door de Minister. De door deze opdracht meegebrachte kosten worden verhaald op de in het eerste lid bedoelde dienstverleners. Deze controleur moet er eveneens op toezien dat er geen geldstroom vloeit tussen de activiteit van de luchthavenbeheerder als luchthavenautoriteit en zijn grondafhandeling.

### Het gebruikerscomité

**Art. 4.** In elke luchthaven wordt een gebruikerscomité opgericht dat samengesteld is uit vertegenwoordigers van de gebruikers of de representatieve gebruikersorganisaties.

Elke gebruiker heeft het recht in dit comité zitting te nemen of desgewenst zich er te laten vertegenwoordigen door een organisatie die hij met deze taak belast.

De Minister bepaalt de samenstelling, de organisatie en de werking van het comité.

#### Afhandelingsdiensten ten behoeve van derden

**Art. 5.** § 1. Elke verlener van grondafhandelingsdiensten gevestigd in de Europese Unie heeft vrije toegang tot de markt voor de verlening van grondafhandelingsdiensten aan derden, onder voorbehoud van de beperkingen bedoeld in § 2. De Minister kan eisen dat de verlener van grondafhandelingsdiensten in de Gemeenschap gevestigd zijn.

§ 2. De Minister kan het aantal dienstverleners beperken die gemachtigd zijn volgende grondafhandelingsdiensten te verlenen :

- bagageafhandeling;
- platformafhandeling;
- brandstof- en olielevering;
- vracht- en postafhandeling voor wat betreft de fysieke afhandeling van vracht en post tussen het luchthavengebouw en het vliegtuig, zowel bij aankomst en vertrek als bij transitvluchten.

Hij mag dat aantal echter niet tot minder dan twee per categorie diensten beperken.

§ 3. Ten minste één van de gemachtigde dienstverleners staat niet onder het rechtstreekse of onrechtstreekse toezicht van de luchthavenbeheerder, noch van een gebruiker die meer dan 25 % van de op de luchthaven geregistreerde passagiers of vracht heeft vervoerd in de loop van het jaar voorafgaande aan dat waarin die dienstverleners zijn geselecteerd, noch van een entiteit die rechtsreeks of onrechtstreeks toezicht uitoefent over of onder het toezicht staat van de luchthavenbeheerder of van een hierboven bedoelde gebruiker.

§ 4. Zelfs in geval van beperking van het aantal gemachtigde dienstverleners moet elke gebruiker van een luchthaven, ongeacht het deel van de luchthaven dat hem wordt toegewezen, voor elke categorie grondafhandelingsdiensten waarvoor een beperking geldt, de keuze hebben tussen ten minste twee verlener van grondafhandelingsdiensten, onder de in de §§ 2 en 3 van dit artikel bedoelde voorwaarden.

#### Zelfafhandeling

**Art. 6.** § 1. Het vrij verrichten van zelfafhandelingsdiensten is gewaarborgd.

§ 2. Voor de volgende categorieën afhandelingsdiensten :

- bagageafhandeling;
- platformafhandeling;
- brandstof- en olielevering;
- vracht- en postafhandeling wat betreft de fysieke afhandeling van vracht en post tussen het luchthavengebouw en het vliegtuig, zowel bij aankomst en vertrek als bij transitvluchten, kan de Minister zelfafhandeling evenwel voor ten minste twee gebruikers reserveren, mits ze op basis van relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria worden geselecteerd.

#### Gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen

**Art. 7.** Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 5 en 6, kan de Minister aan de luchthavenbeheerder of aan een andere entiteit het beheer voorbehouden van de gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen die bestemd zijn voor het verlenen van grondafhandelingsdiensten en die wegens hun complexiteit, kosten of gevolgen voor het milieu, niet kunnen worden verdeeld of opgesplitst, zoals de systemen voor het sorteren van bagage, ijzelbestrijding, waterzuivering of brandstof distributie. Hij kan het gebruik van deze infrastructuurvoorzieningen opleggen aan de verlener van grondafhandelingsdiensten en aan de gebruikers die voor zelfafhandeling zorgen.

Deze infrastructuurvoorzieningen zullen op transparante, objectieve en niet-discriminerende wijze worden beheerd en zodanig dat dit beheer geen belemmering vormt voor de toegang, binnen de voor de toepassing van dit besluit gestelde grenzen, van de verlener van grondafhandelingsdiensten en de gebruikers die voor zelfafhandeling zorgen.

#### Afwijkingen

**Art. 8.** § 1. Wanneer het op een luchthaven door specifieke belemmeringen wat de beschikbare ruimte of capaciteit betreft, met name wegens overconcentratie en de bezettingsgraad van de oppervlakte, onmogelijk is de markt of de uitoefening van zelfafhandeling open te stellen tot het door dit besluit voorgeschreven niveau, kan de Minister besluiten :

1° het aantal dienstverleners voor één of meer andere categorieën grondafhandelingsdiensten dan die welke in artikel 5, § 2, worden bedoeld, op een luchthaven in zijn totaliteit of een deel ervan te beperken; in dat geval gelden de bepalingen van artikel 5, §§ 2 en 3;

2° één of meer van de in artikel 5, § 2, bedoelde categorieën grondafhandelingsdiensten voor één dienstverlener te reserveren;

3° voor andere categorieën dan bedoeld in artikel 6, § 2, zelfafhandeling voor een beperkt aantal gebruikers te reserveren, mits deze op basis van relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria worden gekozen;

4° zelfafhandeling voor de in artikel 6, § 2, bedoelde categorieën grondafhandelingsdiensten te verbieden of tot één gebruiker te beperken.

§ 2. Ieder uit hoofde van § 1 genomen afwijkingsbesluit :

1° vermeldt de categorie(ën) diensten waarvoor een afwijking wordt toegestaan en de specifieke belemmeringen wat de beschikbare ruimte of capaciteit betreft die de afwijking rechtvaardigen;

2° gaat vergezeld van een plan van passende maatregelen dat erop gericht is deze belemmeringen weg te nemen.

Voorts mag de afwijking :

- a) niet onnodig afbreuk doen aan de doelstellingen van dit besluit;
- b) niet leiden tot concurrentievervalsingen tussen dienstverleners of gebruikers die zelfafhandeling verrichten;
- c) geen grotere omvang hebben dan noodzakelijk;

3° na overleg met de luchthavenbeheerder, stelt de Minister de Europese Commissie ten minste drie maanden voordat een afwijking die hij op grond van § 1 toekent van kracht wordt, in kennis van die afwijking en van de redenen die deze afwijking rechtvaardigen.

§ 3. De door de Minister op grond van § 1, 1°, 3° en 4°, toegekende afwijkingen mogen niet langer dan drie jaar gelden. Uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van dat tijdvak moet de overheid over elk verzoek om afwijking een nieuw besluit nemen waarvoor eveneens de in dit artikel vermelde procedure geldt.

De op grond van § 1, 2°, toegekende afwijkingen mogen niet langer van twee jaar gelden. Op basis van het bepaalde in § 1 kan de Minister evenwel de Commissie verzoeken om deze periode met nog eenmaal twee jaar te verlengen.

#### Selectie van dienstverleners

**Art. 9.** § 1. De Minister neemt de nodige maatregelen voor het organiseren van een selectieprocedure voor dienstverleners waaraan toestemming wordt verleend om op een luchthaven grondafhandelingsdiensten te verrichten, wanneer hun aantal in de in artikel 5, § 2, of in artikel 8 bedoelde gevallen wordt beperkt.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de selectieprocedure.

Bij deze procedure dienen de volgende beginselen te worden nageleefd :

1° ingeval de Minister bepaalt dat een taakomschrijving of technische specificaties moeten worden opgesteld waaraan deze dienstverleners moeten voldoen, worden deze taakomschrijving of deze specificaties na voorafgaande raadpleging van het gebruikerscomité opgesteld. De in deze taakomschrijving of in deze technische specificaties vastgestelde selectiecriteria dienen relevant, objectief, transparant en niet-discriminerend te zijn;

2° er moet worden aanbesteed, welke aanbesteding in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* wordt bekendgemaakt en waarop iedere geïnteresseerde dienstverlener mag inschrijven;

3° de dienstverleners worden gekozen :

a) na overleg met het gebruikerscomité door de luchthavenbeheerder, indien deze :

- geen soortgelijke grondafhandelingsdiensten verleent;
- rechtstreeks noch onrechtstreeks zeggenschap heeft over een onderneming die dergelijke diensten verleent,

en

— geen enkel belang in een dergelijke onderneming heeft;

b) in de andere gevallen, door de door de Minister daartoe aangewezen autoriteit die onafhankelijk is van de luchthavenbeheerders, na overleg met het gebruikerscomité en met de luchthavenbeheerders;

4° de dienstverleners worden geselecteerd voor maximaal zeven jaar;

5° wanneer de dienstverlener zijn activiteit staakt vóór het verstrijken van het tijdvak waarvoor hij is geselecteerd, wordt volgens dezelfde procedure tot vervanging overgegaan.

§ 2. Wanneer het aantal dienstverleners op grond van artikel 5, § 2, of van artikel 8 wordt beperkt, kan de luchthavenbeheerder zelf grondafhandelingsdiensten verlenen, zonder dat hij aan de in § 1 vastgestelde selectieprocedure wordt onderworpen. De beheerder mag een dienstverlenende onderneming, zonder deze aan die procedure te onderwerpen, toestemming geven om op de desbetreffende luchthaven grondafhandelingsdiensten te verlenen :

— indien hij rechtstreeks of indirect zeggenschap over deze onderneming heeft,

of

— indien deze onderneming rechtstreeks of indirect zeggenschap over de beheerder heeft.

§ 3. De beheerder stelt het gebruikerscomité in kennis van de overeenkomstig dit artikel genomen besluiten.

#### Overleg

**Art. 10.** Op initiatief van de Minister wordt een procedure van verplicht overleg over de toepassing van dit besluit ingesteld tussen de luchthavenbeheerder, het gebruikerscomité en de dienstverlenende ondernemingen. Dit overleg heeft met name betrekking op de prijzen van de diensten waarvoor ter toepassing van artikel 8, § 1, 2°, een afwijking is toegekend, op de organisatie van de levering hiervan alsook op de toegankelijkheid van de voorzieningen. Dit overleg dient ten minste eenmaal per jaar plaats te vinden.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de overlegprocedure.

#### Gedragregels

**Art. 11.** De Minister kan in voorkomend geval op voorstel van de luchthavenbeheerder :

1° verbieden dat een dienstverlener zijn activiteiten uitoefent of dat een gebruiker voor zelfafhandeling zorgt, indien de betrokken dienstverlener of gebruiker de regels die hij hem hebben opgelegd om het goed functioneren van de luchthaven te waarborgen, niet naleeft.

Ten aanzien van deze regels dienen de volgende beginselen in acht te worden genomen :

- a) zij dienen op niet-discriminerende wijze op de verschillende dienstverleners en gebruikers te worden toegepast;
- b) zij dienen verband te houden met het nagestreefde doel;
- c) zij mogen niet leiden tot feitelijke vermindering van de toegang tot de markt of zelfafhandeling tot een lager niveau dan in dit besluit bepaald;

2° met name de dienstverleners die afhandelingsdiensten op de luchthaven verrichten, verplichten om op billijke en niet-discriminerende wijze deel te nemen aan de vervulling van de verplichtingen tot het verlenen van openbare diensten, met name wat de waarborging van de continuïteit van de diensten betreft.

## Toegang tot voorzieningen

**Art. 12.** De toegang tot de luchthavenvoorzieningen is gegarandeerd voor de dienstverleners en de gebruikers die voor zelfafhandeling wensen te zorgen, voor zover deze toegang voor hen noodzakelijk is om hun activiteiten uit te oefenen. De Minister kan relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende toegangsvoorwaarden opleggen.

De voor grondafhandeling beschikbare ruimten op de luchthaven moeten worden verdeeld over de verschillende dienstverleners en de verschillende gebruikers die voor zelfafhandeling zorgen, met inbegrip van de nieuwkomers, voor zover dit nodig is voor het uitoefenen van hun rechten en teneinde een daadwerkelijke en eerlijke concurrentie te bewerkstelligen op basis van relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende regels en criteria.

## Heffing

**Art. 13.** In hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de heffingen voor het gebruik van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Wanneer voor de toegang tot de luchthavenvoorzieningen, zoals gereguleerd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000, een vergoeding moet worden betaald, wordt deze vastgesteld op basis van relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria. »

## Wederkerigheid

**Art. 14.** Onverminderd de internationale verbintenissen van de Gemeenschap, kan de Minister, wanneer blijkt dat een derde land ter zake van de toegang tot de markt voor grondafhandelingsdiensten en zelfafhandeling :

1° de dienstverleners en de zelfafhandelende gebruikers niet rechtens of in feite een vergelijkbare behandeling toekent als die welke door de Lidstaten aan dienstverleners en zelfafhandelende gebruikers uit dat derde land wordt geboden

2° niet rechtens of in feite aan de dienstverleners en zelfafhandelende gebruikers uit een Lidstaat de nationale behandeling toekent

3° aan de dienstverleners of zelfafhandelende gebruikers uit andere derde landen een gunstigere behandeling verleent dan die welke het aan dienstverleners en zelfafhandelende gebruikers van een Lidstaat biedt, de rechten, voortvloeiend uit de artikelen 5 en 6 van dit besluit, ten aanzien van de uit dat derde land afkomstige dienstverleners en gebruikers weigeren, schorsen of intrekken overeenkomstig het communautaire recht.

De Minister brengt elke schorsing of intrekking van rechten of verplichtingen ter kennis van de Europese Commissie.

## Informatierapport

**Art. 15.** De Minister stelt de Europese Commissie in kennis van :

1° de nodige gegevens om vóór 1 juli van elk jaar een lijst te kunnen opstellen van de luchthavens betrokken bij Richtlijn 96/67/EG;

2° de informatie die hij nodig heeft om vóór 31 december 2001 een rapport over de toepassing van bovenbedoelde richtlijn te kunnen opstellen.

Daartoe stelt de luchthavenbeheerder jaarlijks de Minister in kennis van de inlichtingen die hij nodig heeft om de bovenvermelde informatie aan de Europese Commissie mee te delen.

## Inwerkingtreding

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 17.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Luchthavens behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 24 maart 2000.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

## Bijlage

## Lijst van grondafhandelingsdiensten

1. Administratieve grondafhandeling en supervisie omvat :

1.1. vertegenwoordiging bij en contacten met de plaatselijke autoriteiten of enige andere persoon, het verrichten van betalingen voor rekening van de gebruiker en verstrekking van ruimten voor diens vertegenwoordigers;

1.2. toezicht op de belading, berichten en telecommunicatie;

1.3. verwerking, opslag, behandeling en administratie van de vracht;

1.4. elke andere supervisedienst voor of na de vlucht en elke andere door de gebruiker gevraagde administratieve dienst.

2. Passagiersafhandeling omvat elke vorm van assistentie van passagiers bij vertrek, bij aankomst, op doorreis, bij het overstappen binnen of buiten de luchthaven, met name bij de controle van de tickets en de reisdocumenten, de registratie van bagage en het vervoer hiervan tot aan de sorteersystemen.

3. De bagageafhandeling omvat de behandeling van bagage in de sorteerruimte, het sorteren hiervan, het voorbereiden voor verstrek, het laden op en uitladen uit de systemen die bestemd zijn om deze van het vliegtuig naar de sorteerruimte te brengen en omgekeerd en het vervoer van bagage van de sorteerruimte tot in de distributieruimte.

4. Vracht- en postafhandeling omvat :

4.1. voor vracht, zowel bij uitvoer als bij invoer of bij transit, de fysieke behandeling van de vracht, de behandeling van de bijbehorende documenten, de douaneformaliteiten en elke tussen partijen overeengekomen of door de omstandigheden vereiste conservatoire maatregel;

4.2. voor post, zowel bij aankomst als bij vertrek, de fysieke behandeling van de post, de behandeling van de bijbehorende documenten en alle tussen partijen overeengekomen of door de omstandigheden vereiste conservatoire maatregelen.

5. Platformafhandeling omvat :

5.1. het geleiden op de grond van het vliegtuig bij aankomst en bij vertrek (\*);

5.2. assistentie bij het parkeren van het vliegtuig en het verstrekken van de benodigde middelen (\*);

5.3. de verbindingen tussen het vliegtuig en de dienstverlener op het platform (\*);

5.4. het beladen en lossen van het vliegtuig, met inbegrip van het verstrekken en inzetten van de benodigde middelen, alsmede het vervoer van bemanning en passagiers tussen het vliegtuig en het luchthavengebouw, alsmede het vervoer van bagage tussen het vliegtuig en het luchthavengebouw;

5.5. assistentie bij het taxiën van het vliegtuig en verstrekking van de hiervoor benodigde middelen;

5.6. verplaatsing van het vliegtuig zowel bij aankomst als bij vertrek, de levering en de toepassing van de benodigde middelen;

5.7. het vervoer, het inladen in en het uitladen uit het vliegtuig van voedsel en dranken.

6. Vliegtuigservicing omvat :

6.1. het schoonmaken van de buitenkant en de binnenkant van het vliegtuig, toilet- en waterservice;

6.2. de klimaatregeling en de verwarming van de cabine, de verwijdering van sneeuw en ijs op het vliegtuig, het ijsvrij maken van het vliegtuig;

6.3. de inrichting van de cabine met behulp van cabine-uitrusting en de opslag van die uitrusting.

7. Brandstof- en olievering omvat :

7.1. het organiseren en uitvoeren van het vol- en bijtanken van brandstof, met inbegrip van de opslag hiervan, het toezicht op de kwaliteit en kwantiteit van de leveringen;

7.2. het voltanken met olie en andere vloeistoffen.

8. Lijnonderhoud omvat :

8.1. regelmatige handelingen vóór de vlucht;

8.2. specifieke door de gebruiker verlangde handelingen;

8.3. de levering en het beheer van het benodigde onderhoudsmaterieel en de reserveonderdelen;

8.4. het aanvragen of reserveren van een plaats waar het vliegtuig kan worden geparkeerd en/of een hangar om het onderhoud te verrichten.

9. Vluchtafhandeling en administratie van cabinepersoneel omvat :

9.1. de voorbereiding van de vlucht op de luchthaven waarvan het vliegtuig vertrekt of op enige andere plaats;

9.2. vluchtafhandeling, indien nodig met inbegrip van verandering van de vluchtroute;

9.3. afhandeling na de vlucht;

9.4. administratie van de bemanning.

10. Grondtransportafhandeling omvat :

10.1. het organiseren en uitvoeren van het vervoer van passagiers, bemanning, bagage, vracht en post tussen verschillende stationsgebouwen op dezelfde luchthaven, maar met uitzondering van enig transport tussen het vliegtuig en enig ander punt binnen dezelfde luchthaven;

10.2. elk speciaal vervoer waarom door de gebruiker wordt verzocht.

11. Catering omvat :

11.1. de contacten met de leveranciers en de administratieve verwerking;

11.2. het opslaan van voedsel, dranken en de voor het bereiden hiervan benodigde hulpmiddelen;

11.3. het schoonmaken van het toebehoren;

11.4. het voorbereiden en leveren van het materieel en de voedingsmiddelen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 24 maart 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Nota

(\*)Voor zover deze diensten niet door de luchtverkeersdienst worden waargenomen.